

Cachet du service des impôts des entreprises

DÉCLARATION DE DON MANUEL

(ARTICLE 635 A DU CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS)

(à déposer en double exemplaire au service des impôts des entreprises du domicile du donataire)

I DATE ET MODALITÉS DE RÉVÉLATION DU DON MANUEL ⁽¹⁾

MODALITÉS DE RÉVÉLATION :

SPONTANÉE

EN RÉPONSE À UNE DEMANDE DE L'ADMINISTRATION

AU COURS D'UNE PROCÉDURE DE CONTRÔLE OU D'UNE PROCÉDURE CONTENTIEUSE

PRÉCISEZ LA DATE :

PRÉCISEZ LA DATE :

II DONATEUR(S) ⁽¹⁾

DONATEUR N° 1.

M^{ME} M^{LLE} M. NOM DE NAISSANCE : PRÉNOMS :

NOM MARITAL :

DATE DE NAISSANCE : COMMUNE : DÉPARTEMENT

PAYS SI ÉTRANGER :

DOMICILE : N° TYPE DE VOIE : LIBELLÉ DE VOIE :

CODE POSTAL : COMMUNE :

RÉGIME MATRIMONIAL :

DONATEUR N° 2.

M^{ME} M^{LLE} M. NOM DE NAISSANCE : PRÉNOMS :

NOM MARITAL :

DATE DE NAISSANCE : COMMUNE : DÉPARTEMENT

PAYS SI ÉTRANGER :

DOMICILE : N° TYPE DE VOIE : LIBELLÉ DE VOIE :

CODE POSTAL : COMMUNE :

RÉGIME MATRIMONIAL :

III DONATAIRE ⁽¹⁾

M^{ME} M^{LLE} M. NOM DE NAISSANCE : PRÉNOMS :

NOM MARITAL :

DATE DE NAISSANCE : COMMUNE : DÉPARTEMENT

PAYS SI ÉTRANGER :

DOMICILE : N° TYPE DE VOIE : LIBELLÉ DE VOIE :

CODE POSTAL : COMMUNE :

DEGRÉ DE PARENTÉ AVEC LE(S) DONATEUR(S) :

IV CERTIFICATION, SIGNATURE ET MODE DE PAIEMENT DES DROITS ÉVENTUELLEMENT DUS (CF. NOTICE PAGE 4)

<input type="checkbox"/>	NUMÉRAIRE
<input type="checkbox"/>	CHÈQUE BANCAIRE
<input type="checkbox"/>	VIREMENT DIRECT BANQUE DE FRANCE
<input type="checkbox"/>	AUTRE

CERTIFIÉE PAR

À, LE

SIGNATURE :

- Cocher la case correspondant au mode de paiement utilisé pour le versement de l'impôt.
- Établir les chèques bancaires à l'ordre du TRÉSOR PUBLIC (sans autre indication).

(1) cf. notice en page 4.

Les dispositions des articles 39 et 40 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers, et aux libertés modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 garantissent les droits des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel.

V RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX BIENS DONNÉS ET AUX MODALITÉS DU DON ⁽¹⁾		
NATURE DES BIENS DONNÉS	MODALITÉS DU DON	MONTANT(S) OU VALEUR(S) À DÉCLARER OBLIGATOIREMENT EN EUROS
Sommes d'argent	<p>Cas général :</p> <input type="checkbox"/> Dons de sommes d'argent (article 757 du CGI) Date de versement du don <input style="width: 150px;" type="text"/> Montant du don : €	
	<p>Dispositifs spécifiques :</p> <input type="checkbox"/> Dons familiaux de sommes d'argent (article 790 G du CGI) Date de versement du don <input style="width: 150px;" type="text"/> Montant du don : €	
	<input type="checkbox"/> Dons de sommes d'argent affectées à la création ou à la reprise d'entreprise (article 790 A bis du CGI) Date de versement du don <input style="width: 150px;" type="text"/> Montant du don : €	
Titres Actions Obligations Droits sociaux	<p>Cas général :</p> <input type="checkbox"/> Dons de titres de sociétés Date du don <input style="width: 150px;" type="text"/> Nombre de titres donnés : En pleine propriété En nue-propriété En usufruit Valeur déclarée : € Forme et désignation de la société : Adresse du principal établissement de la société : Numéro SIRET du principal établissement : <input style="width: 200px;" type="text"/> Sociétés cotées : numéro code ISIN : <input style="width: 200px;" type="text"/> Sociétés non cotées : nombre total de titres de la société : montant du capital social : € <p>Dispositif spécifique :</p> <input type="checkbox"/> Dons de parts ou actions d'une société représentatives de fonds artisanaux, de fonds de commerce, de fonds agricoles, de clientèle d'une entreprise individuelle (article 790 A du CGI) Date du don <input style="width: 150px;" type="text"/> Montant du don : €	
Objets d'art	(à détailler) : Date du don <input style="width: 150px;" type="text"/> Valeur déclarée : €	
Autres biens	(à détailler) : Date du don <input style="width: 150px;" type="text"/> Valeur déclarée : €	
	<input type="checkbox"/> Dons à certains organismes d'intérêt général pris en compte pour la détermination de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune. Dons exonérés (article 757 C du CGI) Date du don <input style="width: 150px;" type="text"/> Montant du don : €	

(1) cf. notice en page 4.

VI RAPPEL DES DONATIONS ANTÉRIEURES ⁽¹⁾					
Date ⁽²⁾	Nom, qualité, résidence de l'officier ministériel (éventuellement)	Nom, prénom adresse du ou des donateurs	Description sommaire des biens	Valeur(s) en euros	Date d'enregistrement

CADRES RÉSERVÉS A L'ADMINISTRATION

VII LIQUIDATION DES DROITS (en euros)	

VIII PAIEMENT DES DROITS	
PRISE EN RECETTE	PRISE EN CHARGE
N° DATE :	N° DATE :
DROITS :	DROITS :
.....
PÉNALITÉS :	PÉNALITÉS :

(1) cf. notice en page 4.

(2) Il s'agit du jour de la signature de l'acte lorsque l'acte est authentique, du jour de l'enregistrement pour un acte sous seing privé ou du jour de la révélation pour un don manuel révélé.

NOTICE EXPLICATIVE

Cet imprimé est réservé à la déclaration, par le donataire ou son représentant, des dons manuels, c'est-à-dire ceux qui se font par la simple remise d'objets mobiliers (sommes d'argent, titres, objets d'art...). L'imprimé doit être accompagné, s'il y a lieu, du paiement des droits de donation auxquels les dons sont assujettis (articles 635 A et 757 du Code général des Impôts).

Qui déclare ? le donataire ou, le cas échéant, son représentant.

Où déposer ? Au service des impôts des entreprises du domicile du donataire.

Quand déposer ? Dans le délai d'un mois qui suit la date à laquelle le donataire a révélé le don à l'administration (voir cadre I).

Nombre d'exemplaires : deux.

Paiement : la déclaration doit être accompagnée du paiement de l'impôt s'il est exigible (cf. cadre IV).

CADRE I : DATE ET MODALITÉS DE RÉVÉLATION DU DON MANUEL

La révélation d'un don manuel rend obligatoire sa déclaration à l'administration fiscale par le bénéficiaire.

Préciser la modalité de révélation du don manuel en cochant la case correspondante à votre situation.

La révélation spontanée résulte du dépôt de la déclaration. Dans les autres cas (suite à la demande de l'administration ou au cours d'une procédure de contrôle ou d'une procédure contentieuse), précisez le date de la révélation à l'administration.

CADRE II : DONATEUR(S)

Le **donateur** est la personne qui **fait** un don.

Indiquer dans l'ordre :

– le titre : M^{me} ou M^{lle} ou M. ;

– les nom et prénoms dans l'ordre de l'état civil. Pour les femmes mariées ou veuves, indiquer le nom patronymique, le nom marital s'il y a lieu, précédé de la mention épouse, ou veuve, ou divorcée ;

– la date de naissance et le lieu de naissance (commune, département ou pays si étranger) ;

– l'adresse du domicile.

Au cadre II, préciser le régime matrimonial et au cadre III le degré de parenté avec le(s) donateur(s).

CADRE III : DONATAIRE

Le **donataire** est la personne qui **reçoit** un don.

CADRE IV : CERTIFICATION, SIGNATURE ET MODE DE PAIEMENT DES DROITS

1° La déclaration est certifiée par le signataire :

– lorsque le signataire est le donataire, indiquer à la suite de « certifiée par », les nom et prénoms du donataire désigné au cadre III ;

– lorsque le signataire est le représentant du donataire, celui-ci doit préciser ses nom, qualité et domicile.

2° Le paiement de l'impôt doit être effectué en euros. Le montant de l'impôt est arrondi à l'euro le plus proche. Les cotisations inférieures à 0,50 euro sont négligées et celles égales ou supérieures à 0,50 euro sont comptées pour un euro (article 1649 undecies du Code général des Impôts).

CADRE V : RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX BIENS DONNÉS ET AUX MODALITÉS DU DON

1. Dons de sommes d'argent

Cas général : mentionner les dons manuels de sommes d'argent effectués par chèque, virement, mandat, remise d'espèces. Ces dons bénéficient des tarifs et des abattements définis en fonction du lien de parenté entre le donateur et le donataire. Pour plus d'informations, se rendre sur le site Internet www.impots.gouv.fr > rubrique particuliers > vos préoccupations > patrimoine > donations.

Dispositifs spécifiques :

* **Dons familiaux de sommes d'argent** (article 790 G du Code général des Impôts).

Ces dons bénéficient d'une exonération lorsqu'ils sont consentis en pleine propriété au profit d'un enfant, d'un petit-enfant, d'un arrière-petit-enfant ou, à défaut d'une telle descendance, d'un neveu ou d'une nièce, ou par représentation, d'un petit-neveu ou d'une petite-nièce.

L'exonération est subordonnée à la double condition qu'au jour de la transmission :

a) le donateur soit âgé :

• de moins de 65 ans lorsque le don est consenti à un enfant ou à un neveu ou à une nièce,

• de moins de 80 ans dans les autres cas ;

b) le donataire soit âgé de 18 ans révolus ou ait fait l'objet d'une mesure d'émancipation.

Le montant de l'exonération est limité à 31 865 € à compter du 1^{er} janvier 2011 (la limite était fixée à 31 395 € en 2010).

* **Dons de sommes d'argent affectées à la création ou à la reprise d'entreprise** (article 790 A bis du Code général des Impôts).

Ces dons sont exonérés dans la limite de 30 000 € lorsqu'ils sont consentis au profit d'un descendant ou, à défaut de descendance, d'un neveu ou d'une nièce à la condition que le donataire affecte les sommes données à la création ou à la reprise d'une entreprise ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale et qu'il exerce son activité professionnelle principale dans la société pendant une période de 5 ans à compter de l'affectation des sommes.

2. Dons de titres, actions, obligations, droits sociaux

Cas général : compléter tous les renseignements permettant d'identifier les biens des sociétés cotées ou non cotées, notamment la forme et la désignation de la société, l'adresse, le numéro SIRET du principal établissement, le code ISIN pour les sociétés cotées, le nombre total des titres et le montant du capital social pour les sociétés non cotées.

Dispositif spécifique : les donations de parts ou actions d'une société représentative de fonds artisanaux, de fonds de commerce, de fonds agricoles, de clientèle d'une entreprise individuelle (article 790 A du Code général des Impôts) bénéficient d'un abattement de 300 000 € sous certaines conditions.

3. Dons d'objets d'art et autres biens

Détailler les objets ou les biens donnés.

4. Montant(s) ou valeur(s) à déclarer

Evaluer les biens à leur valeur vénale au jour de la révélation sans soustraction des charges éventuelles.

Pour les sommes d'argent, indiquer la valeur nominale globale (somme reçue).

Pour les valeurs cotées en bourse, se référer à la cote officielle.

La valeur des biens est obligatoirement en euros. L'arrondissement est effectué à l'euro le plus proche. Les bases inférieures à 0,50 euro sont négligées et celles égales ou supérieures à 0,50 euro sont comptées pour un euro (article 1649 undecies du Code général des Impôts).

5. **Dons pris en compte pour la détermination de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune** (article 757 C du Code général des Impôts)

Les dons en numéraire et de titres admis à la négociation sur un marché réglementé à certains organismes d'intérêt général (établissements de recherche ou d'enseignement supérieur ou d'enseignement artistique, fondations reconnues d'utilité publique, certains organismes d'insertion, Agence nationale de la recherche) pris en compte pour la détermination de la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune sont exonérés de droits de donation.

CADRE VI : RAPPEL DES DONATIONS ANTÉRIEURES

Servir ce cadre en cas de donation(s) intervenue(s) entre les parties visées aux cadres II et III. Mentionner les donations non enregistrées quelle que soit leur date et celles enregistrées depuis 6 ans au plus à compter de la date de révélation portée au cadre I (article 784 du Code général des Impôts). Porter la mention « NIÉANT » s'il n'y a pas de donations antérieures.

CADRES VII ET VIII : LIQUIDATION DES DROITS ET PAIEMENT

Ces cadres sont réservés à l'administration pour le calcul de l'impôt dû. Toutefois, lorsque vous connaissez les règles applicables, vous pouvez liquider et calculer les droits d'enregistrement dont vous vous estimez redevable, sous réserve d'un contrôle de l'administration (en respectant les règles d'arrondissement définies aux cadres IV et V). La partie inférieure (cadre VIII) est toujours réservée au comptable des impôts.

SANCTIONS

En cas de dépôt hors délai ou d'insuffisance de déclaration, les sanctions fiscales applicables sont prévues aux articles 1727 à 1731 du Code général des Impôts.